ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 12 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent"dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation", a donné en sa séance du 20 juillet 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 12e Juli 1950 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende de lijst der beroepsziekten, met opgave, voor elk dezer, van de bedrijven of vakken waarin ze tot schadeloosstelling aanleiding geven", heeft ter zitting van 20 Juli 1950 het volgend advies gegeven:

La loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles a déterminé les personnes auxquelles cette loi s'applique, ainsi que les conditions requises pour en bénéficier.

Elle a abandonné au Roi le pouvoir de dresser la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries et professions où elles donnent lieu à réparation.

Aucune disposition de la loi ne prévoit la délégation de ce pouvoir à un ministre. Celui-ci ne peut, en conséquence, ni dresser la liste des industries et professions où les maladies professionnelles donnent lieu à réparation, ni déterminer les catégories d'ouvriers ou de travailleurs assimilés exposés à les contracter. L'article 2 du présent projet n'est donc pas conforme aux dispositions prévues à l'article 2 de la loi du 24 juillet 1927.

Le seul pouvoir du ministre est de prendre des mesures de pure exécution. Dans les limites de ce pouvoir, il peut notamment établir, pour la documentation des intéressés, une nomenclature non limitative, déterminant dans le détail les entreprises, les professions, les catégories d'ouvriers et assimilés que l'arrêté royal se borne à mentionner en termes généraux.

L'arrêté ministériel établissant cette nomenclature ne pourrait élargir les obligations des chefs d'entreprise ni restreindre les droits des bénéficiaires.

./...

Dès lors, l'article 2 du projet devrait faire apparaître que la portée de l'arrêté ministériel est exemplative :

" Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut établir et tenir à jour une nomenclature des entreprises et des professions qui sont visées par l'article 1er du présent arrêté, ainsi que des ouvriers et assimilés exposés à contracter une maladie professionnelle".

+

\+ +

A l'alinéa 11 de la liste dressée à l'article 1er du présent projet, il est disposé que les pneumoconioses déterminées par les poussières industrielles donnent lieu à réparation "lorsque ces pneumoconioses auront entraîné le décès ou une incapacité de travail permanente, totale ou partielle".

Cette disposition exclut la réparation des dommages causés par une pneumoconiose qui aurait entraîné soit une incapacité de travail temporaire totale d'une durée de quinze jours au moins, soit l'abandon de l'entreprise. Elle n'est, dès lors, pas conforme à l'article 2, alinéa 2, 1°, de la loi du 24 juillet 1927, modifié par l'arrêté-loi du 20 septembre 1945.

Le Conseil d'Etat propose de libeller cet alinéa comme suit : "Pneumoconioses déterminées par les poussières industrielles, avec les conséquences directes de ces affections".

+

\+ +

Le Conseil d'Etat constate que l'abrogation par l'article 3 du projet de l'arrêté royal du 22 décembre 1938 fait disparaître le fondement de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1944 déterminant les conditions d'ordre médical que doivent présenter les pneumoconioses pour être considérées comme maladies professionnelles donnant droit à réparation.

Il propose de reproduire, dans le présent projet, l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 1938 sous la forme d'un article 2.

\+

\+ +

Pour pouvoir compléter plus aisément à l'avenir la liste des maladies professionnelles et des industries contenue dans le projet, il serait préférable de recourir au système du tableau annexé à l'arrêté.

\+

\+ +

Le texte ci-après tient compte de ces observations et contient des modifications de forme qui ne requièrent pas de commentaire.

./.....

Arrêté royal dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation.

LEOPOLD III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles modifiée par les arrêtés-lois des 20 septembre 1945, 7 novembre 1946, 24 et 25 février 1947 et par la loi du 29 mars 1949, notamment l'article 2;

Considérant que, les opérations d'extraction des alcaloïdes végétaux exposent les travailleurs des industries intéressées à contracter des maladies professionnelles spécifiques;

Considérant que dans certaines exploitations ou pour certaines opérations industrielles autres que celles prévues par l'arrêté royal du 22 décembre 1938 et les arrêtés subséquents sur la matière, il y a des conditions de travail et des produits mis en oeuvre qui exposent également les travailleurs aux risques de pneumoconiose;

Considérant que l'aniline et certains colorants d'aniline peuvent provoquer non seulement des intoxications générales, mais encore des dermatoses spécifiques par contact;

Considérant que ces maladies ne figurent pas dans la liste des maladies professionnelles et dans la liste des industries ou des professions où ces maladies peuvent survenir;

./....

Considérant qu'il importe, dans un but de simplification, de coordonner et de compléter les divers arrêtés dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation;

Vu les propositions du Comité technique institué auprès du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les maladies professionnelles mentionnées au tableau annexé au présent arrêté donnent lieu à réparation si elles sont survenues par suite d'occupation dans les industries ou professions indiquées dans ce tableau.

Article 2.-

Un arrêté ministériel détermine les conditions d'ordre médical que doivent présenter les pneumoconioses pour être considérées comme maladies professionnelles donnant droit à réparation.

./...

Article 3.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut établir et tenir à jour une nomenclature d'entreprises et de professions qui sont visées par l'article 1er du présent arrêté, ainsi que des ouvriers et assimilés exposés à contracter une maladie professionnelle.

Article 4.-

L'arrêté royal du 22 décembre 1938 dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries et professions où elles donnent lieu à réparation, et les arrêtés du Régent des 13 novembre 1944, 17 août 1946 et 23 juin 1947, qui l'ont modifié et complété, sont abrogés.

Article 5.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 6.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

ANNEXE.

Liste des maladies professionnelles.	Liste des industries et professions.

(Reproduire le tableau du projet).

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du .....

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

De wet van 24 Juli 1927 betreffende de schadeloosstelling in zake beroepsziekten heeft bepaald op welke personen die wet van toepassing is en welke voorwaarden zijn vereist om het voordeel er van te hebben.

Zij heeft de Koning de macht overgelaten om de lijst van de beroepsziekten op te maken en daarbij voor elke ziekte de bedrijven en vakken op te geven waarin zij tot schadeloosstelling aanleiding geven.

In geen enkele wetsbepaling is van overdracht van die macht aan een minister sprake. De minister kan bijgevolg de lijst der bedrijven en vakken, waarin de beroepsziekten tot schadeloosstelling aanleiding geven, niet opmaken, noch de categorieën van werklieden of gelijkgestelde arbeiders die aan beroepsziekten zijn blootgesteld, bepalen. Artikel 2 van dit ontwerp is dus niet in overeenstemming met het bepaalde in artikel 2 van de wet van 24 Juli 1927.

De minister is enkel bevoegd tot het nemen van maatregelen van loutere uitvoering. Binnen de perken van die bevoegdheid kan hij namelijk, voor de documentatie van de belanghebbenden, een niet limitatieve nomenclatuur opmaken met gedetailleerde opgave van de bedrijven, vakken en categorieën van werklieden en gelijkgestelden, waarvan het koninklijk besluit slechts in algemene bewoordingen spreekt.

Het ministerieel besluit waarbij die nomenclatuur wordt vastgesteld, mag de verplichtingen van de ondernemingshoofden niet uitbreiden, noch de rechten van de gerechtigden beperken.

Derhalve zou uit artikel 2 van het ontwerp moeten blijken dat het ministerieel besluit enkel strekt tot het geven van voorbeelden.

.../...

" De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan een nomenclatuur van de bedrijven en vakken, bij artikel 1 van dit besluit bedoeld, alsmede van de werklieden en gelijkgestelden die aan een beroepsziekte zijn blootgesteld, opmaken en bijhouden.".

\+

\+ \+

Luidens het elfde lid van de lijst in artikel 1 van dit ontwerp, geeft pneumoconiosis door fabriekstof veroorzaakt aanleiding tot schadeloosstelling,"wanneer die pneumoconiosis het overlijden of een volledige of gedeeltelijke blijvende ongeschiktheid tot werken zal hebben veroorzaakt".

Die bepaling sluit de vergoeding uit van schade, veroorzaakt door pneumoconiosis die hetzij een volledige tijdelijke ongeschiktheid tot werken van ten minste vijftien dagen, hetzij het verlaten van de onderneming tot gevolg heeft gehad. Zij is dus niet in overeenstemming met artikel 2, tweede lid, 1°, van de wet van 24 Juli 1927, gewijzigd bij de besluitwet van 20 September 1945.

De Raad van State stelt voor dat lid als volgt te stellen: "Pneumoconiosis door fabriekstof veroorzaakt, met de rechtstreekse gevolgen van die aandoening".

\+

\+ \+

De Raad van State stelt vast dat de opheffing van het koninklijk besluit van 22 December 1938 door artikel 3 van het ontwerp de grondslag wegneemt van het ministerieel besluit van 27 October 1944 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de pneumoconiosis, uit medisch oogpunt, dient te beantwoorden om voor schadeloosstelling inzake beroepsziekten in aanmerking te kunnen komen.

.../...

Hij stelt voor, in dit ontwerp artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 December 1938 in de vorm van een artikel 2 over te nemen.

\+

\+ +

Om in de toekomst de in het ontwerp voorkomende lijst van beroepsziekten en bedrijven gemakkelijker te kunnen aanvullen, zou men er goed aan doen het stelsel van de bij het besluit gevoegde tabel aan te nemen.

\+

\+ +

In de hierna volgende tekst is met die opmerkingen rekening gehouden en komen enige vormwijzigingen voor die geen commentaar behoeven.

Koninklijk besluit houdende de lijst der beroepsziekten, met opgave, voor elke ziekte, van de bedrijven of vakken waarin ze tot schadeloosstelling aanleiding geven . _

LEOPOLD III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 24 Juli 1927 betreffende de schadeloosstelling in zake beroepsziekten, gewijzigd bij de besluitwetten van 20 September 1945, 7 November 1946, 24 en 25 Februari 1947 en bij de wet van 29 Maart 1949, namelijk op artikel 2;

Overwegende dat het uittrekken van plantaardige alcaloïden de arbeiders van de betrokken bedrijven aan specifieke beroepsziekten blootstelt;

.../...

Overwegende dat er in sommige exploitaties of voor sommige industriële verrichtingen, welke niet in het koninklijk besluit van 22 December 1938 en de latere besluiten ter zake zijn genoemd, arbeidsvoorwaarden bestaan en producten worden aangewend waardoor de werklieden insgelijks aan het risico van pneumoconiosis zijn blootgesteld;

Overwegende dat aniline en sommige anilinekleurstoffen niet alleen algemene intoxicaties, maar ook specifieke huidziekten door aanraking kunnen veroorzaken;

Overwegende dat die ziekten niet voorkomen op de lijst van de beroepsziekten en op de lijst van de bedrijven of vakken waarin zij kunnen worden opgedaan;

Overwegende dat het, met het oog op vereenvoudiging, geboden is de verschillende besluiten houdende de lijst der beroepsziekten met opgave, voor elke ziekte, van de bedrijven of vakken waarin ze tot schadeloosstelling aanleiding geven, te coördineren en aan te vullen;

Gelet op de voorstellen van het Technisch Comité, bij het Voorzorgsfonds ten behoeve van de door beroepsziekten getroffenen ingesteld;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De beroepsziekten in de bij dit besluit gevoegde tabel genoemd, geven aanleiding tot schadeloosstelling wanneer zij het gevolg zijn van tewerkstelling in de bedrijven of vakken welke in die tabel zijn opgegeven.

.../..

Artikel 2.-

Een ministerieel besluit bepaalt de voorwaarden waaraan de pneumoconiosis, uit een medisch oogpunt, moet beantwoorden om te worden beschouwd als beroepsziekte die op schadeloosstelling recht geeft.

Artikel 3.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan een nomenclatuur van bedrijven en vakken, bij artikel 1 van dit besluit bedoeld, alsmede van de werklieden en gelijkgestelden die aan een beroepsziekte zijn blootgesteld, opmaken en bijhouden.

Artikel 4.-

Het koninklijk besluit van 22 December 1938 houdende opmaking van de lijst van de beroepsziekten, met opgaaf, voor elk dezer, van de bedrijven of vakken waarin ze tot schadeloosstelling aanleiding geven, en de besluiten van de Regent van 13 November 1944, 17 Augustus 1946 en 23 Juni 1947, die het hebben gewijzigd en aangevuld, worden opgeheven.

Artikel 5.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 6.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

.../...

B IJ L A G E .

Lijst der beroepsziekten. Lijst der bedrijven en vakken.

(De tabel van het ontwerp overnemen).

Mij bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van .....

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : De Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	D. DECLEIRE, J. COYETTE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	H. PIERLOT, F. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1950. De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat, Voor de griffier van de Raad van State,

Le Greffier adjoint, De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.